

Communiqué de Presse

Une crise amiante sur les wagons à la SNCF : la direction nationale doit arrêter d'être hors la loi !

Alors que l'entreprise publique SNCF affirmait s'être débarrassée de l'amiante sur les wagons, ce sont des centaines de cheminotes et cheminots – travaillant dans une dizaine d'ateliers maintenance Fret - qui font face à une crise sanitaire et sociale. Comme l'a affirmé hier la revue Santé et Travail dans un article intitulé « vers une affaire amiante à la SNCF », des défaillances et négligences importantes impliquent la direction SNCF depuis de nombreuses années.

La Fédération SUD-Rail affirme que ce risque était identifié depuis longtemps par la direction SNCF mais qu'aucune politique de prévention n'a été mise en place – depuis 1997 – concernant la persistance éventuelle de pièces de friction amiantées situées sur des wagons à bogies.

Depuis plusieurs mois, les syndicats SUD-Rail se confronte à des dirigeants qui gèrent d'une manière irresponsable cette crise amiante. A part menacer les agents - travaillant sur les sites exposés à l'amiante - de transférer leur travail dans le privé, la direction SNCF ne respecte pas ses obligations d'employeur malgré plusieurs alertes/mises en demeure des représentants du personnel, des inspections du travail et les conclusions accablantes d'une expertise réalisée sur la région Auvergne Rhône-Alpes ces quatre derniers mois.

Rien n'arrêtera la Fédération des syndicats SUD-Rail et l'ensemble de ses adhérent-es sur ce dossier mortel !

Une délégation de notre organisation syndicale a été reçue ce matin par la direction nationale. Après des débats concernant la problématique « Amiante » la direction ne prend pas suffisamment d'engagement concernant l'importance de la sécurité et de la santé de ses agents. Elle reste sur un positionnement purement basé sur la production. Pour la Fédération SUD-Rail ce n'est pas suffisant au regard de la crise « Amiante ».

C'est un scandale sanitaire qui ressurgit au sein de la SNCF ; des mesures au plus haut niveau de l'entreprise doivent être prises immédiatement.

La Fédération SUD-Rail alerte également le gouvernement et plus particulièrement les ministères de la Santé et des Transports face à cette crise sanitaire et sociale.